

## Liste des compromis de la Société Watchtower !

*(Pour rendre un lien actif, tu dois faire : Contrôle+clic souris sur le lien).*

Voici, sous forme de tableau pour une lecture simple et rapide, les principaux compromis concédés par la Société Watchtower, lorsqu'elle ou l'une de ses filiales, a transgressé ses propres règles, sans que nous, fidèles soyons mis au courant.

Certains de ces faits sont tellement graves que nous avons décidé d'en faire l'objet d'articles détaillés pour chaque fait. Dans la mesure du possible, l'ordre chronologique a été respecté et les sources proposées sont des scans de documents officiels ou des liens pointant vers les sites des organismes en question.

DATES & OBJET DU COMPROMIS	DESCRIPTION, COMPORTEMENTS & PREUVES
<ul style="list-style-type: none"> <li>• De la fin du XIX<sup>e</sup> siècle aux années 1970</li>   <li>• Serment d'allégeance au gouvernement américain</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les dirigeants de la Société Watchtower : Russell, Rutherford, Knorr &amp; Henschel, soit 4 présidents, ont accepté de signer leur allégeance à la Constitution des États-Unis et au Gouvernement Américain, alors, que cela était considéré comme une expression moderne du culte à l'Empereur, et donc, un acte d'idolâtrie dans nos publications de la Société.</li>   <li>Dans le même temps, nous, les fidèles de base, ont subi des persécutions : Renvoi du travail, de l'école, tortures au Malawi ... précisément, parce que nous refusons toute forme d'allégeance envers un État.</li>   <li>• <a href="#"><u>"Jehovah's Witnesses and National Oaths of Allegiance", par Marvin Shilmer,</u></a> (lien cliquable), avec des références tirées des publications et le scan du passeport de Nathan Knorr et sa signature sous l'acceptation de faire Allégeance à l'Etat !</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1933</li> <li>• Lettre à Hitler</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Watchtower a envoyé une <i>Déclaration de Faits</i>, adoptée le 25 juin 1933, par environ 7000 Témoins réunis en assemblée à Berlin, accompagnée d'une lettre à Hitler, alors Chancelier du Reich. La <i>Déclaration</i>, rédigée par Rutherford et distribuée à environ 2.100.000 exemplaires, ainsi que, la lettre, déclarant notamment : « Qu'il n'y a jamais eu le moindre argent de juifs qui a contribué à notre œuvre » et stigmatisaient l'empire Anglo-américain, la Société des Nations, le Big-Business, les catholiques et les juifs de New York et présentaient les Témoins comme d'ardents défenseurs des buts et idéaux moraux élevés promulgués par le gouvernement national du Reich allemand. Ces documents sont interprétés comme une tentative de conciliation idéologique et l'historien Detlef Garbe estime qu'ils « laissent transparaître des accents antisémites. »</li> <li>• <a href="#"><u>Déclaration de Faits + la lettre (originales + traduction), et liste de liens en rapports avec ce thème</u></a> (lien cliquable),</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1943</li> <li>• Service militaire en Suisse</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accusés durant la Seconde Guerre mondiale d'interdire le service militaire à leurs adeptes, les dirigeants des Témoins de Suisse firent rédiger une déclaration par un avocat, qu'ils signèrent. Adressée aux autorités suisses, elle affirmait notamment ceci : « à aucun moment, ils n'avaient vu l'accomplissement des obligations militaires comme une offense contre les principes et les aspirations de l'association des Témoins de Jéhovah », et « des centaines de nos membres et de nos sympathisants ont</li> </ul>

	<p>accomplis leur obligation militaire et continuent à le faire » ; apparemment, le but de ce mensonge était de protéger le dernier bureau européen encore en activité à ce moment-là. La communication avec Brooklyn était alors rompue. Bien que Knorr critiqua cette déclaration lors d'un congrès à Zurich en 1947, les publications ultérieures de la Watchtower donnèrent une autre version de cet épisode.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <a href="#">Déclaration des TJ suisses, Lettre embarrassée de la Watchtower</a> (lien cliquable), <i>Les Bibleforshers et le Nazisme -1933-1945</i>, Sylvie Graffard &amp; Léo Tristan, 6ème éd., pp. 53,54</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Années 1960</li> <li>• Affaire du service militaire au Mexique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nathan Knorr, Frederick Franz et le Collège Central de l'époque ont accepté que les jeunes Témoins du Mexique payent des pots-de-vin d'environ 200\$ à des fonctionnaires mexicains. En retour, ils recevaient un faux certificat attestant qu'ils avaient effectué un service militaire d'un an et étaient maintenant reconnus comme réservistes de l'armée mexicaine. Certains de nos frères témoins avaient pourtant des fonctions élevées dans la congrégation.</li> <li>• Mensonge, double discours : dans d'autres pays, d'autres frères témoins subissaient au même moment de terribles persécutions parce qu'ils devaient refusaient d'acheter la carte obligatoire d'un parti politique (<i>Malawi</i>) ou étaient condamnés à d'éprouvantes peines d'emprisonnement pour leur refus du service militaire.</li> <li>• <i>Crise de conscience</i>, Raymond Franz, Commentary Press, Atlanta, 2004, pp. 110-35, <i>Apocalypse delayed : The story of the Jehovah's Witnesses</i>, James Penton, Toronto, University of Toronto Press, 1997,</li> </ul>

	<p>pp. 149-50, <a href="#">Lettre du Collège Central aux TJ mexicains les informant qu'ils peuvent soudoyer les fonctionnaires, Exemple de fausses attestations</a> (lien cliquable),</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avant les années 1980</li> <li>• Fausses déclarations fiscales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Comité de filiale de Colombie fut embarrassé par certaines règles de comptabilité définies par la Watchtower. De ce fait, lors de la visite d'un surveillant de zone envoyé par la Société, il prépara une liste de questions sur lesquelles, il souhaitait des éclaircissements. Une question avait trait au report de la filiale concernant un revenu présenté au gouvernement comme des "donations", alors que les livres de la Société le présentaient comme un "retour d'investissements", échappant ainsi à une taxe qui aurait placé la filiale comme une société commerciale. Une autre question concernait le statut des missionnaires, qui étaient présentés comme des employés au Ministère du Gouvernement s'occupant des étrangers - ce qui était obligatoire pour les laisser entrer dans le pays - alors que la filiale ne déclarait aucun employé sur ses déclarations d'impôts.</li> <li>• Double langage, malhonnêteté, non-respect des lois de "César"</li> <li>• <i>À la Recherche de la Liberté Chrétienne</i>, Raymond Franz, Commentary Press, 2è éd. (angl.), 1999, pp. 280-82, le livre présente des photocopies de ces questions.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1989-1990</li> <li>• Gratuité des publications</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En 1988, l'évangéliste Jimmy Swaggart a été aux prises avec la justice dans l'affaire Swaggart Ministries v. California Board of Equalization, affaire destinée à taxer les bénéfices tirés de la vente de matériel religieux. Ayant compris que la défaite</li> </ul>

	<p>de Swaggart pourrait entraîner ensuite, la taxation de ses ventes de publications, la Watchtower a déposé un mémoire nommé <i>Amicus Curiae</i> devant la Cour suprême des États-Unis afin de déclarer inconstitutionnel ce changement. Elle a soutenu donc Jimmy Swaggart et s'est associée avec d'autres religions dont, la Consistence de Krishna et les Églises du Christ. Toutefois, le 17 février 1990, la Cour décida que l'État pouvait procéder à cette taxation, et, un mois à peine plus tard, la Watchtower décréta officiellement que ses publications seraient désormais distribuées gratuitement selon le principe de "dons volontaires", présentant cela comme une mesure bienveillante destinée à simplifier l'œuvre et à permettre aux personnes nécessiteuses d'avoir plus facilement accès aux publications. La vraie raison de ce changement est mentionnée de manière tellement discrète dans le livre <i>Prédicateurs</i> que peu de Témoins peuvent faire le rapprochement avec l'affaire Swaggart. Par ailleurs, cette mesure mit des années avant de s'appliquer aux pays les plus pauvres.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aide à Babylone la Grande, mensonge</li> <li>• Lien 1 : <a href="#">Résumé de l'affaire Swaggart, U.S. Supreme Court Media</a>, (lien cliquable), Lien 2 : <a href="#">Transcript des arguments soumis à la Cour, U.S. Supreme Court Media</a>, (lien cliquable), Lien 3 : <a href="#">Mémoire Amicus Curiae de la Watchtower</a>, (lien cliquable), <i>À la Recherche de la Liberté Chrétienne</i>, Raymond Franz, Commentary Press, 2<sup>e</sup> éd. (angl.), 1999, pp. 581,82</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1992-2001</li> <li>• Affiliation avec le DPI de l'ONU</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bien que l'ONU soit qualifiée par leur doctrine de « contrefaçon du Royaume de Dieu » instaurée par Satan pour égarer les humains, et « qu'aucun chrétien</li> </ul>

ne doit soutenir cette organisation », le Collège Central a accepté de « soutenir l'ONU et ses actions » et de « mobiliser l'opinion en faveur des Nations Unies », selon les conditions de la charte. La Société Watchtower est ainsi devenue un membre associé (une ONG) du Département d'information publique de l'Organisation des Nations unies (UN/DPI) de février 1992 à octobre 2001. Suite à la révélation du scandale par un journal britannique le 8 octobre 2001, la Watchtower a décidé dans la précipitation de demander son retrait, seulement trois jours après. De nombreux Témoins de Jéhovah ont voulu obtenir des explications de l'ONU, qui a décidé de publier sur son site officiel une lettre récapitulant cette affaire. Les différents porte-parole de la Watchtower donnèrent des explications divergentes sur les raisons de cette affiliation. Finalement, la Watchtower envoya une lettre à ses filiales, qui expliquait ses motifs : Elle dit avoir voulu ainsi avoir accès à la bibliothèque de l'ONU, et s'est retirée parce que les conditions d'adhésion auraient alors changé. C'étaient des mensonges, puisque l'accès aux documents de cette librairie pouvait se faire sans s'affilier et les conditions d'affiliation n'ont pas été modifiées durant l'adhésion de la Watchtower.

- Violation de la neutralité politique, affiliation avec la "bête sauvage", mensonges
- [Demande d'affiliation](#), [Conditions d'affiliation](#), [La WT est dans la liste des ONG affiliées en 1997](#), [Lettre de l'ONU résumant l'affaire](#), [Lettre de la WT aux filiales](#), [Lettre de l'ONU stipulant que les conditions sont inchangées](#), [Liste de documents en rapport avec cette question](#) (lien cliquable),

<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1996-2002</li> <li>• Actions dans une entreprise liée à l'armement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Société Watchtower a été propriétaire à hauteur de 50% de l'entreprise privée Rand Cam Engine Corp. laquelle, était spécialisée dans la fabrication de moteurs pour les avions de chasse de l'armée des États-Unis. Il s'agissait d'un don qu'elle avait reçu, et qu'elle n'a pas refusé. Pour se défendre, la Watchtower dit n'avoir pas été au courant et avoir été victime d'une erreur.</li> <li>• 1/ La société Watchtower interdit à ses membres le métier des armes, de faire la guerre même face à une dictature, et même de travailler pour l'armée quelque soit le métier exercé. Elle permet une entorse : Si l'armée n'est pas le principal client, 2/ Elle dénonce les placements des Églises de la chrétienté dans les industries d'armement ou de tabac, alors qu'elle-même fait la même chose sans que les fidèles soient au courant.</li> <li>• <a href="#">"Securities and Exchange Commission", document de 1996</a>, <a href="#">"Securities and Exchange Commission", document de 2002</a>, <a href="#">Lettre TJ, 11/11/02</a> (lien cliquable)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mars 1998</li> <li>• Affaire du sang bulgare</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Société Watchtower s'est engagée par écrit devant le secrétaire de la Commission Européenne des Droits de l'Homme à ne pas appliquer de sanctions aux membres qui accepteraient les transfusions sanguines (cf l'alinéa 2.1 et 2.2 du rapport de la commission adoptés le 9 mars 1998), ceci afin d'obtenir le statut de religion qui leur aurait autrement été refusé, et ensuite d'avoir envoyé une lettre aux Témoins de Jéhovah, aux Comités de Liaison Hospitaliers et aux médias stipulant le contraire.</li> <li>•</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mensonge, double langage : l'un devant les autorités, l'autre envers les adeptes</li> <li>• <a href="#">Lien fournissant les scans de tous les documents sur cette affaire</a> (lien cliquable)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 10 au 12 septembre 1998</li> <li>• Participation au CESNUR</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Société Watchtower figure dans le programme officiel d'une conférence intitulée "Les minorités religieuses à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, organisée à Turin par le Centre pour l'étude des nouvelles religions (CESNUR), association défendant les mouvements minoritaires socialement contestés. Dans la session 'Jéhovah's Witnesses : sociological and legal perspectives' apparaissent deux représentants de la Watchtower et les avocats TJ Alain Garay et Carolyn R. Wah. Toutefois, leur participation fut annulée par la Watchtower après que l'affaire fut rendue publique par David Reed, un ex-TJ, dans son périodique <i>Comments from the Friends</i>, dans lequel, il se demande comment les TJ, vu leur doctrine de stricte séparation avec les autres religions, peuvent participer à un tel colloque, aux côtés de représentants d'autres cultes minoritaires. Une lettre du CESNUR expliqua les raisons de l'annulation par la Watchtower, mettant en cause le magazine de l'ex-TJ. L'un des représentants des mormons, lui-même mormon et avocat, menaça l'ex-TJ de poursuites judiciaires.</li> <li>• Collaboration avec Babylone la Grande</li> <li>• <a href="#">Tract du CESNUR présentant le programme de la réunion</a>, <a href="#">Programme complet de la réunion</a>, <a href="#">site du CESNUR</a>, <a href="#">Lettre du CESNUR expliquant pourquoi la WT renonce à participer</a>, <a href="#">Lettre de l'avocat mormon</a>, <a href="#">Michael Homer, avocat mormon</a> (lien cliquable),</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• 15 octobre 1999</li> <li>• Participation au Hansard Committee</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La branche australienne de la Watchtower envoya son avocat, Donald MacLean, et un représentant officiel, Vincent Toole, à une réunion de l'Official Committee Hansard, placée sous l'autorité du Parlement, à Sydney. La réunion fut destinée à promouvoir et protéger la liberté de religion et de croyance. Les intervenants TJ évoquent le statut de la Watchtower dans d'autres pays et demandent plus de tolérance par rapport à leur refus de la transfusion sanguine.</li> <li>• Immixtion dans les affaires du "monde"</li> <li>• <a href="#"><u>Official Committee Hansard - Australia's efforts to promote and protect freedom of religion and belief, 15 octobre 1999</u></a>, (lien cliquable), voir p. 4, 61-76</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 7 Avril 2000</li> <li>• Journée mondiale de la santé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des Témoins de Jéhovah ont participé à la célébration de la Journée mondiale de la santé 2000, aux côtés de nombreux membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de représentants du gouvernement. Avec pour slogan : « La sécurité du sang commence par moi - Sang donné, vies sauvées », les objectifs de cette célébration était d'améliorer la prise de conscience de problèmes liés au sang dans le monde; encourager les États Membres à s'investir pour assurer le bon fonctionnement de leurs programmes nationaux transfusionnels et à mettre en place une législation ou un cadre juridique pour assurer la sécurité transfusionnelle; promouvoir le don régulier et fidéliser des donateurs de sang altruistes, bénévoles et non rémunérés, recrutés parmi les populations à faible risque. Lors d'un congrès organisé au Nicaragua sur ce thème, des Témoins de Jéhovah étaient présents.</li> <li>• Événement à caractère principalement</li> </ul>

	<p>politique et en faveur des transfusions. Peut éventuellement expliquer en partie pourquoi la Watchtower laisse davantage de questions à la conscience du fidèle en rapport avec ce sujet.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <a href="#">Safe blood starts with me ! Blood saves lives ! — Stories and souvenirs from World Health Day 2000 together with useful information on blood safety</a>, (lien cliquable), p. 53 notamment (document de l'OMS)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 au 5 octobre 2000</li> <li>• Forum international de Vilnius</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Société Watchtower fut enregistrée comme ONG au forum de Vilnius sur l'époque de l'Holocauste Pillage des biens culturels. Cette rencontre, visant à la coopération internationale, fut dirigée par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et le Premier Ministre de la République de Lituanie, et 38 pays y ont participé. Le but était entre autres de "discuter des besoins pour les politiciens, les juristes, historiens et conservateurs de musées dans divers pays pour diffuser des informations sur la collecte des biens culturels des victimes de l'Holocauste" et "d'évaluer les activités des États membres du Conseil de l'Europe".</li> <li>• Participation aux affaires du "monde"</li> <li>• <a href="#">"Présentation de la Société Watch Tower au forum de Vilnius", 3-5 Octobre 2000</a>, (lien cliquable)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2002</li> <li>• Argent provenant d'une firme de tabac</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des documents publics de comptabilité révèlent qu'une société basée à Détroit, la Henrietta M Riley Trust, a pour but de "soutenir la Watchtower Bible &amp; Tract Society", en lui apportant des sommes d'argent provenant notamment d'entreprises, parmi lesquelles figurent en 2002 Philip Morris Companies Inc, l'un des principaux producteurs de tabac au monde. Bien d'autres entreprises sont citées dans</li> </ul>

	<p>les documents de comptabilité des années suivantes.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Double discours : les fidèles ne peuvent pas travailler dans des entreprises liées au tabac.</li> <li>• <a href="#">Return of organization exempt from income tax, 1 mai 2001 - 30 avril 2002, partie 1</a>, (lien cliquable), <a href="#">partie 2</a>, (lien cliquable), <a href="#">partie 3</a>, (lien cliquable), <a href="#">Henrietta M Riley Trust, sur GuideStar</a> (lien cliquable), (s'enregistrer sur le site pour accéder à des documents officiels), <a href="#">Henrietta M Riley Trust 33b006006 FBO Watch Tower Bible, sur NCCS</a> (cliquer sur les documents en bas pour les années 2003 à 2009)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2003</li> <li>• Association avec l'ONU</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En 2003, la Watchtower a été client d'un organisme de l'ONU, l'IAPSO : Inter-Agency Procurement Services Organisation. Celui-ci a pour but d'acheter en gros du matériel spécifique pour l'ONU et ses actions de développement, et à fournir des formations sur la manière de gérer des marchés publics relatifs à l'aide humanitaire et au développement. Ainsi, la Watchtower a soit collaboré avec l'ONU, soit a loué ses services pour être aidée. Les buts étaient probablement d'améliorer l'image publique des Témoins grâce à leurs participations humanitaires, de s'étendre en Afrique, et d'économiser de l'argent.</li> <li>• Association avec une partie de la "bête sauvage"</li> <li>• <b>Lien 1</b> : <a href="#">UNDI/IAPSO, review 2003</a> (lien cliquable), (<i>allez à la page30</i>)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 8 et 9 juin 2005</li> <li>• Participation à l'OSCE à Cordoue</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Société Watchtower fait partie de la liste des Organisations non gouvernementales qui participèrent à la conférence de l'Organisation pour la sécurité et</li> </ul>

	<p>la coopération en Europe (OSCE), organisme revendiquant lui-même des activités dans les domaines politico-militaire et économique-environnementale.</p> <p>Lien 1 : Pour vérifier le but de l'OSCE et le fait que la Watchtower ne pouvait pas s'y associer :</p> <p><a href="http://fr.osce.org/">http://fr.osce.org/</a> (lien cliquable),</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les Témoins y figurent deux fois : The European Association of Jehovah's Christian Witnesses' avec Paul Gillies comme représentant pour la Belgique, page 3, aux côtés de l'Église de Scientologie, et, Watch Tower Bible and Tract Society of Pennsylvania, avec Gregory Allen, USA, page 7.</li> <li>• Violation de la neutralité politique</li> <li>• <a href="#">Liste des ONG enregistrés pour la conférence de l'OSCE sur l'antisémitisme et d'autres formes d'intolérance</a>, (lien cliquable), Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Octobre 2006</li> <li>• Participation à l'OSCE à Varsovie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Société Watchtower fait à nouveau partie de la liste des ONG qui participèrent à la conférence de l'OSCE (<i>voir plus haut</i>), laquelle, a abordé des sujets à caractère ouvertement politiques et ayant trait aux affaires du monde. Les Témoins figurent trois fois : Association culturelle des Témoins de Jéhovah de France, Jean-Claude Pons, France, page 51, European Association of Jehovah's Christian Witnesses, représentée par Marcel Gillet, Paul Gillies et Luca Toffoli, Belgique et Royaume-Uni, page 59, Office of General Counsel for Jehovah's Witnesses, Gregory Allen, USA, page 77, et, Watch Tower Bible and Tract Society, Michal Hoszowski, Pologne, p. 84.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Violation de la neutralité politique</li> <li>• Lien 1 : <a href="#">Liste des ONG enregistrés pour la conférence de l'OSCE sur la dimension humaine</a>, (lien cliquable), Bureau des Institutions Démocratiques et des Droits Humains, Lien 2 : <a href="#">Programme de la conférence de l'OSCE</a> (lien cliquable),</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 26 février 2007</li> <li>• Dialogue inter-religieux avec le gouvernement en Irlande</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dès novembre 2004, le Gouvernement irlandais annonça son intention de dialogue formel avec les diverses confessions religieuses du pays : Baptistes, méthodistes, orthodoxes, juifs, musulmans, Armée du salut, unitariens, quakers, mormons ... Finalement, en 2007, les représentants de toutes ces religions, y compris les Témoins, participèrent à une réunion inter-religieuse de dialogue avec le Gouvernement à Dublin. Introduite par le Premier ministre, le but de cette réunion était de discuter des domaines d'intérêt commun.</li> <li>• Violation de la neutralité politique, œcuménisme, participation aux affaires du monde.</li> <li>• Lien 1 : <a href="#">Ahern to launch talks between State and religious leaders</a>, (lien cliquable), Lien 2 : <a href="#">Débats du Parlement irlandais prévoyant cette réunion</a> (lien cliquable),</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 24 juin 2008</li> <li>• Dialogue avec le gouvernement vietnamien</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un spécialiste des droits de l'homme de l'Office of General Counsel des Témoins de Jéhovah, faisant partie d'une délégation de l'Institute for Global Engagement, un organisme défendant la liberté de religion, a rencontré en compagnie de représentants d'autres religions, le Premier Ministre du Vietnam, ainsi que plusieurs membres du gouvernement. Lors de la discussion, Gallina a remercié le Premier Ministre pour l'invitation du gouvernement faite aux Témoins</li> </ul>

	<p>de Jéhovah de s'enregistrer.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation aux affaires du monde.</li> <li>• <a href="#">"IGE Delegation Meets with Vietnam's Prime Minister", 24 juin 2008</a>, (lien cliquable), Institute for Global Engagement</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• 9 et 10 juillet 2009</li> <li>• Participation à l'OSCE à Vienne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Quatre organismes de la Watchtower enregistrés comme ONG participèrent à la conférence de l'OSCE (<i>voir plus haut</i>) à Vienne sur le thème de la liberté de religion et de croyance : Administrative Centre of Jehovah's Witnesses, Russia (Russia), Association culturelle des Témoins de Jéhovah (France), European Association of Jehovah's Christian Witnesses (Belgique) et Office of General Counsel for Jehovah's Witnesses (USA).</li> <li>• Violation de la neutralité politique</li> <li>• <a href="#">Liste des participants à la conférence de l'OSCE</a>, <a href="#">Contenu de la conférence</a> (lien cliquable),</li> </ul>

« La religion d'origine babylonienne, entretient souvent des rapports équivoques avec le monde des affaires. Par exemple, en 1987 un journal (*Albany Times Union*) a rapporté que l'administrateur financier de l'archidiocèse catholique de Miami (*Etats-Unis*) reconnaissait que l'Eglise possède des actions dans des sociétés productrices d'armes nucléaires, de films classés X, et de cigarettes. Tout comme le font les Témoins de Jéhovah !

Lien 1 : [Communiqué de presse du 6 avril 2000, de l'Organisation des Nations Unies](#) : (lien cliquable),

Journée mondiale de la santé : Le président de l'assemblée générale appelle au renforcement des mesures pour la sécurité des transfusions sanguines ... Où, participèrent les Témoins de Jéhovah !

Lien 2 : [Site officiel de l'OSCE](#) (lien cliquable).